

SIXIÈME SESSION DE REPRISE DE L'ASSEMBLÉE DES ÉTATS PARTIES
Résumé quotidien : Jeudi 5 Juin 2008

I. Le Procureur de la CPI dans son rapport au Conseil de sécurité

Le Procureur de la CPI Luis Moreno-Ocampo a présenté son septième rapport sur le Darfour au Conseil de sécurité des Nations unies (CSNU) aujourd'hui. Dans sa déclaration au Conseil, M. Moreno-Ocampo a dit qu'il présenterait publiquement un deuxième cas concernant le Darfour aux juges de la CPI en Juillet, qui mettra l'accent sur la participation de l'appareil d'État aux atrocités commises. Il a insisté sur le non-respect de la résolution 1593 des Nations unies par le gouvernement du Soudan, et ce, un an après que les premiers mandats d'arrêt aient été émis par la CPI pour Ahmed et Ali Harun Kushayb. «Je rapporte aujourd'hui que le Gouvernement soudanais ne coopère pas avec la Cour ... il ne reconnaît pas la compétence de la Cour que ce même Conseil lui a accordé." Le Procureur a également parlé de "l'ensemble de l'appareil d'État" comme étant derrière le "système criminel en oeuvre" au Darfour. Le Procureur a conclu sa présentation en demandant au Conseil d'agir de manière "décisive", et de publier une déclaration demandant la pleine coopération du Soudan avec la Cour. Après le rapport du Procureur, chacun des pays du Conseil de sécurité a émis ses propres déclarations. Pour consulter le communiqué de presse, voir www.icc-cpi.int/press/pressreleases/375.html Pour consulter le rapport du Procureur, voir <http://www.iccnw.org/documents/7thUNSCversionsenttoUN29may.pdf>

II. Déclaration du Secrétaire général des Nations Unies

Après le rapport du Procureur de la CPI au Conseil de sécurité des Nations unies, le porte-parole du Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a délivré une déclaration indiquant que ce dernier se voit "profondément préoccupé par le manque de coopération du Gouvernement du Soudan avec le Procureur" et qu'il a la conviction qu'il n'y a pas de paix durable sans justice: "La paix et la justice vont de pair. L'impunité pour les crimes graves commis au Darfour ne peut être acceptée. " Pour consulter le communiqué de presse, voir <http://www.un.org/apps/sg/sgstats.asp?nid=3209>

III. Conférence de Révision

Le Groupe de travail sur la Conférence de révision s'est réuni aujourd'hui pour débattre, entre autres, du lieu de la Conférence de 2010. Les discussions se sont plus particulièrement portées sur la proposition de l'Ouganda d'être le pays d'accueil. Le procureur général et ministre des Affaires étrangères Ougandais, l'honorable Dr. Khiddu Makubuya a délivré une déclaration couvrant nombre de questions juridiques, financières et logistiques. Le Président du Groupe de travail, Rolf Fife (Norvège), a présenté un rapport sur les travaux du groupe qui a fait la visite des lieux. Plus tard dans la matinée, la délégation argentine a proposé Buenos Aires comme autre lieu pour recevoir la conférence. Les propositions ont été examinées dans l'après-midi, tout comme la

procédure qui serait suivie afin d'aboutir à une décision dans les temps.

IV. Budget

Le Groupe de travail sur le budget s'est réuni pour discuter de l'adoption d'une résolution permettant le transfert de fonds du Grand Programme IV au Grand Programme I afin de couvrir la pension d'invalidité d'un juge.

V. Mécanisme de Contrôle

L'Ambassadeur Andreas Mavroyiannis de Chypre, animateur du Groupe de travail New Yorkais sur un mécanisme de contrôle indépendant, a tenu des consultations officieuses sur son projet. Les consultations se poursuivront avec la Cour et à New York avec les gouvernements.

###